

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 11 au 24 juillet 2026

Fait marquant

Andy Burnham devient Premier ministre

L'ancien maire de Manchester Andy Burnham est devenu Premier ministre lundi 20 juillet après une entrevue avec le roi à Buckingham Palace.

Le premier discours d'Andy Burnham sur le perron de Downing Street a été marqué par l'imminence d'annonces en réponse au coût de la vie, la réaffirmation du respect des règles budgétaires, et un « plan à 10 ans » dans quelques semaines ou mois.

Burnham a appelé à retrouver de la stabilité, tout en se présentant comme souhaitant réaliser « le plus grand changement en quarante ans », pour « un nouveau modèle économique et politique » prenant le contrepied de « la centralisation en politique, la privatisation en économie et la désindustrialisation des territoires » à l'œuvre ces quatre dernières décennies.

Andy Burnham présentera un « plan à 10 ans » en matière économique plus tard cette année, réitérant sa proposition d'utiliser la commande publique pour soutenir l'industrie britannique. Burnham a signalé que sa première décision viserait à mettre fin au sans-abrisme, mais ses premières annonces ont porté sur le coût de la vie, avec notamment une mesure sur la suppression de la TVA pour les factures énergétiques des ménages ainsi qu'un plafonnement du prix des tickets de bus, présentées plus bas.

A la surprise de la presse, John Healey devient Chancelier de l'Échiquier (ministre des finances). Député depuis 1997, il a occupé

plusieurs fonctions gouvernementales sous les gouvernements Blair et Brown de 2001 à 2010. Ministre de la défense de 2024 à 2026, il a démissionné en juin en dénonçant la trajectoire de dépenses du Defence Investment Plan (DIP) qu'il jugeait insuffisante (cf. Fait marquant des brèves n° 24 du 16 juin).

Les décisions à venir sur une éventuelle autorisation de nouveaux forages d'hydrocarbures en Mer du Nord (à rebours du *Manifesto* travailliste de 2024) seront surveillées de près, alors que le président américain Donald Trump a affirmé dans une publication sur son réseau Truth Social qu'A. Burnham s'apprêterait à les autoriser.

Energie-climat

Andy Burnham annonce la suppression de la TVA sur l'électricité domestique pour cet hiver

Le récemment nommé premier ministre Andy Burnham a publié dans un [communiqué](#) une de ses premières mesures : à partir du 1er octobre, la TVA de 5% sur l'électricité domestique sera supprimée – valable pour les particuliers, certaines petites entreprises, et associations - ce qui devrait réduire en moyenne de 45£ la facture d'électricité des foyers britanniques.

Cette mesure chiffrée à 850 millions de livres devrait durer au moins jusqu'au prochain budget en mars prochain, et aurait pour effet de réduire de 0.1 point l'inflation.

Miatta Fahnbulleh est nommée à la tête du Department for Energy Security and Net Zero (DESNZ)

Après la nomination de Ed Miliband au ministère des affaires étrangères, c'est l'économiste britannico-libérienne diplômée de la *London School of Economics* et d'Oxford Miatta Fahnbulleh qui reprend le DESNZ et devient ministre de la sécurité énergétique et de la neutralité carbone.

Elue au Parlement en 2024 pour la première fois, elle appartient à l'aile centriste du Labour, et a déjà quelques expériences au ministère du Logement, et au DESNZ sur les sujets du prix de l'électricité et des consommateurs. Elle reprend notamment le sujet des forages en mer du Nord, à propos duquel elle a annoncé vouloir honorer les permis en cours sans en accorder de nouveaux.

Dans sa mission, Miatta Fahnbulleh sera épaulée par la *Minister of State* nouvellement nommée Katie White qui était auparavant sous-

secrétaire pour le Climat, et par Michael Shanks qui reste en charge de l'Energie.

Environnement

L'ex-directeur de *Southern Water* est inculpé pour fraude aux tests de qualité d'eau

L'ancien directeur général de la compagnie de gestion des eaux *Southern Water* Matthew Wright et trois autres employés sont accusés d'avoir manipulé les tests de qualité d'eau de plusieurs stations d'épurations entre 2012 et 2017 pour tromper les régulateurs, en faisant passer les niveaux de pollution sous les seuils de conformité environnementale.

L'*Environment Agency* a inculpé les quatre employés devant le tribunal de première instance de Medway, où ils risquent jusqu'à 10 ans de prison pour complot en vue de frauder.

L'entreprise, qui a réitéré des excuses publiques, sera poursuivi pour ces faits qui constituent une violation des permis environnementaux, *Southern Water* a assuré à l'AFP être "totalement différente de ce qu'elle était il y a dix ans", mentionnant une nouvelle direction, de nouveaux actionnaires, et "une culture transformée en profondeur".

Industrie

Le Royaume-Uni nationalise *British Steel*

Quelques jours avant son départ de Downing Street, le Premier ministre Keir Starmer a annoncé jeudi 16 juillet la nationalisation de *British Steel*, un des tous derniers actes de sa mandature.

Cette décision a été prise en application du *Steel Industry (Nationalisation) Act*, promulgué la veille, et qui confère au secrétaire d'Etat aux Affaires et au Commerce (*Business and Trade*) le pouvoir de nationaliser les actifs industriels dans le secteur de la sidérurgie à l'issue d'un test d'intérêt général. Le ministre Peter Kyle a ainsi annoncé que cette nationalisation avait été jugée nécessaire afin de protéger les intérêts nationaux du Royaume-Uni en préservant la capacité du pays à produire de l'acier primaire. La loi prévoit

désormais qu'un assesseur indépendant soit nommé pour évaluer si une compensation doit être payée au propriétaire chinois de l'usine, Jingye, ainsi que son montant. Le groupe chinois avait réclamé jusqu'à 1Md£ d'indemnisation ([Guardian](#)).

Le ministère du commerce chinois a [réagi](#) sévèrement à cette décision à travers des déclarations au journal chinois Global Times, évoquant « *une atteinte grave aux droits et intérêts légitimes de Jingye* » et « *un coup dur à la confiance des entreprises chinoises dans l'investissement au Royaume-Uni* ». Jingye a quant à lui réagi sur WeChat pour dénoncer « *une extorsion flagrante et une violation manifeste du droit international* ». Le groupe chinois a indiqué avoir engagé des consultations dans le cadre de l'accord d'investissement bilatéral entre le RU et la Chine, et envisage d'avoir recours à un arbitrage international.

Transports

Andy Burnham annonce le plafonnement à 2£ des tarifs de bus en 2027

Andy Burnham a annoncé le plafonnement des tarifs des bus à 2£ pour douze mois à compter de janvier 2027, dans le cadre de ses premières actions en faveur de la réduction du coût de la vie. Le Premier ministre a indiqué que cette mesure devrait permettre de réduire les prix jusqu'à un tiers pour des millions de personnes.

Le gouvernement a précisé que plus de 400M£ destinés au plafonnement des tarifs de bus seraient financés grâce à une réaffectation des crédits du ministère de l'Énergie, notamment via une transformation en prêt des dons prévus dans le cadre des financements climatiques internationaux. Des fonds supplémentaires proviendront d'une enveloppe déjà réservée aux bus au sein du ministère des Transports.

Un plafond similaire de 2£ avait déjà été instauré par le gouvernement conservateur de Rishi Sunak pour deux ans à partir de janvier 2023, mais le parti travailliste, une fois arrivé au pouvoir en 2024, l'avait jugé impossible à financer. Burnham, alors maire du Grand Manchester, avait choisi de financer lui-même une

prolongation du plafond dans sa région. Cette nouvelle mesure ne concernera pas les Londoniens, les tarifs de bus étant déjà plafonnés à 1,75£ par TfL.

Le gouvernement de Keir Starmer avait également prévu la gratuité des bus en Angleterre pour les enfants de 5 à 15 ans au cours des vacances d'été (du 1^{er} au 31 août), dans le cadre du *programme Great British Summer Savings* annoncé en mai pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

L'accord sur les frontières de Gibraltar entre le Royaume-Uni et l'UE entre en vigueur

Depuis mercredi, le régime de contrôle aux frontières de Gibraltar, qui possède la seule frontière terrestre britannique avec le continent européen, évolue. Cela fait suite à l'entrée en vigueur à minuit d'un accord signé à Bruxelles mardi après trois ans et demi de négociations entre le Royaume-Uni et Gibraltar d'un côté, l'Espagne et l'UE de l'autre.

Le texte combine la sortie du Royaume-Uni de l'UE avec la mise en place du nouveau système d'entrée/sortie de l'UE (EES), qui exige des relevés d'empreintes digitales et des scans faciaux.

Gibraltar intègre de facto l'espace Schengen, avec la suppression des contrôles de passeport à la frontière avec l'Espagne, un enjeu majeur pour un territoire qui dépend de 15 000 travailleurs transfrontaliers espagnols.

En retour, les Britanniques se rendant à Gibraltar depuis le Royaume-Uni doivent se soumettre au nouveau système électronique de contrôle aux frontières de l'UE (EES). EES concernera les citoyens britanniques et autres non-européens arrivant à Gibraltar, mais les 38 000 résidents du territoire en sont exemptés en vertu du nouveau traité. Les autorités de Gibraltar continueront d'effectuer leurs propres contrôles de passeports, mais le Royaume-Uni et Gibraltar ont accepté la présence de policiers frontaliers espagnols à l'aéroport.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meilland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr